

UE: La France prend la présidence dans une atmosphère de crise

PARIS (AFP) - La France prend le 1er juillet la présidence de l'Union européenne dans une atmosphère de crise qui contrarie l'ambition affichée de Nicolas Sarkozy de s'attaquer d'urgence à des sujets concrets pour rapprocher l'Europe de ses citoyens.



Sarkozy à Bruxelles le 19 juin 2008 (© AFP/Archives - Gérard Cerles)

Malgré les limites imposées à son action par la gestion du non irlandais au traité de Lisbonne, Paris compte sur quelques grands dossiers --énergie et climat, pacte pour l'immigration, relance de la défense européenne et agriculture-- pour imprimer sa marque durant son semestre de présidence qui succède à celui de la Slovaquie.

Autre projet phare de Nicolas Sarkozy durant cette période, sans doute celui qui lui est le plus cher et qui va au delà des 27 membres de l'UE: le lancement en grande pompe de l'Union pour la Méditerranée (UPM) le 13 juillet à Paris.

Soucieux de répondre à l'inquiétude des Français sur leur pouvoir d'achat, il devrait également faire une nouvelle tentative en vue d'un plafonnement européen de la TVA sur le pétrole. Quitte à heurter certains pays, comme l'Allemagne, fermement opposés à une telle initiative. Mais la crise institutionnelle générée par la victoire du non au référendum de juin en Irlande s'impose à la présidence française. Elle a d'ores et déjà fait voler en éclats l'espoir de M. Sarkozy d'installer à la fin de l'année les nouvelles institutions prévues par le traité, dont le "président de l'UE".

Le dernier sommet de Bruxelles n'ayant pas permis de trouver une solution, la présidence française va devoir consacrer une part importante de son énergie à "remettre les 27 sur les rails", a souligné le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes Jean-Pierre Jouyet, qui sera un homme-clé de cette présidence. M. Sarkozy se rendra en Irlande dès le 11 juillet pour, selon M. Jouyet, "se faire un sentiment sur le malaise et les interrogations des Irlandais". Et il est acquis que la crise institutionnelle dominera le prochain sommet européen d'octobre.

D'ici là, M. Sarkozy tentera d'obtenir la poursuite de la ratification du traité, en faisant le forcing auprès de Tchèques hésitants tout en évitant de donner l'impression d'isoler ou de contraindre Dublin. Si la France insiste sur sa volonté de ne pas imposer ses vues, le "pacte pour l'immigration" qu'elle pense pouvoir faire adopter par les 27 est largement inspiré de sa propre politique pour une immigration qui se veut à la fois maîtrisée et "choisie".

Paris a aussi pour objectif de trouver un accord politique sur le paquet énergie-climat destiné à limiter les émissions de CO2, qualifié de "très ambitieux". Selon un récent sondage, 63% des Français estiment que l'environnement doit être la priorité de la présidence française de l'UE.

M. Sarkozy a promis en outre une "relance" de l'Europe de la Défense "quel que soit l'avenir du traité de Lisbonne". Il veut également jeter les bases d'une nouvelle Politique agricole commune (PAC), sujet traditionnel de conflits entre Européens.

Mais, pour donner de l'éclat à sa présidence, la France compte surtout sur le sommet de lancement de l'UPM, auquel ont été conviés les dirigeants de 43 pays européens et riverains de la Méditerranée.

A la demande pressante de Berlin, Paris a dû accepter d'associer au projet tous ses partenaires de l'UE alors qu'il était dans un premier temps destiné aux seuls Etats riverains, dans l'espoir de dynamiser un "processus de Barcelone" qui n'a pas tenu ses promesses.

Le Premier ministre israélien Ehud Olmert et le président syrien Bachar al-Assad devraient être tous deux présents à Paris le 13 juillet. Nicolas Sarkozy en espère une percée diplomatique qui replacerait la France et l'Europe au coeur de la scène proche-orientale, même si un tête-à-tête Olmert-Assad semble pour l'heure difficile.

Publié le: 30/06/2008 à 08:12:04 GMT

Source : AFP

URL de cet article: <http://www.avmaroc.com/actualite/france-prend-a133142.html>